



De l'outrance des « Gazolines » à la Gay Pride de juin 1995

L'OUVRAGE fera date. *Le Rose et le Noir* est une recherche documentaire fouillée et complète sur l'histoire des hommes et des femmes homosexuels en France depuis 1968, dans laquelle l'auteur reconstitue les petites et grandes étapes d'un mouvement qui ne se structurera véritablement qu'avec l'épidémie de sida. Il écorne au passage quelques mythes fondateurs.



BIBLIOGRAPHIE
Au commencement, entre 1968 et 1979, « la révolution du désir » bat son plein. Deux ans après les émeutes qui ont suivi la fermeture par la police du café new-yorkais The Stonewall Inn, en France, le radicalisme féministe va inspirer l'activisme gay. Les femmes du MLF « serviront de modèle » au Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR). Réunions aux Beaux-Arts, happenings et premières manifestations... Le FHAR et les homosexuelles du MLF vont faire un moment cause commune. Dans la foulée de mai 1968, le ton est ludique, provocateur. En février 1971, sous la conduite de Françoise d'Eaubonne, les militantes investissent la salle Pleyel, où Mérie Grégoire anime une émission sur le thème « l'homosexualité, ce douloureux problème ». Quelques rares garçons sont

présents. En 1971, Guy Hocquenghem, militant gauchiste de Vive la révolution (VLR), rejoint les premiers membres du FHAR aux Beaux-Arts. Il propose de consacrer un numéro de *Tout I*, le Journal de VLR, à la question homosexuelle. Le numéro paraît et vaut à Jean-Paul Sartre, son directeur de publication, d'être inculpé pour outrage aux bonnes mœurs et pornographie. Le Conseil constitutionnel lui donnera finalement raison. Un slogan est trouvé, qui reprend le concept américain du « come out » (sortir du placard) : « Arrêtons de raser les murs. »

DÉRISION

Dès 1971, raconte Frédéric Martel, « les assemblées générales du FHAR aux Beaux-Arts deviennent un lieu de consommation sexuelle immédiate ». Un langage s'invente, qui préfère les « pédés » aux homosexuels et les « hétéro-flics » aux hétérosexuels. Les *Gazolines*, une douzaine de travestis et transsexuels pratiquant la dérision et l'outrance, forment « la tendance folle hystérique du FHAR ». Le mouvement, méconnu en province, ne durera pas. Son bilan « reste considérable ». « Avec lui, précise l'auteur, l'homosexualité passe de la vie privée à la vie publique, et cette logique a réussi à perturber durablement l'extrême gauche. »

En 1976, les petites annonces Chéri (e) de *Libération* font leur apparition. L'an-

née suivante, le Groupe de libération homosexuel organise une semaine de projections au cinéma l'Olympic à Paris. En 1978, la discothèque le Palace ouvre ses portes, sous la houlette de Fabrice Emaer. En 1979, la création du Journal *Gai Pied* marque le vrai début de « la socialisation » des homosexuels. Les personnalités et les artistes qui font encore aujourd'hui référence dans « le milieu » sont convoqués au détour du récit : Pansolin, Visconti, Bérart, Fassbinder, Genet, Cocteau, Bowie, Dalida, Queen, Copi, Foucault, Chréau, Yourcenar, Tchéché, Gilbert, Frears, et tous les autres.

L'élection de François Mitterrand déchaine tous les espoirs. *Gai Pied* titre à la « une » « Sept ans de bonheur ? » La marche homosexuelle du 4 avril 1981, initiée par le Comité d'urgence antirépresseion homosexuelle (Cuah), restera dans les mémoires. Jack Lang a ouvert le cortège, aux côtés d'Yves Navarre et de Jean-Paul Aron. Une certaine « culture homosexuelle » se fait jour mais les mesures antidiscriminatoires prises par les socialistes « retirent aux associations militantes une part de leur raison d'être ».

Les établissements et les commerces gays fleurissent. De nouvelles pratiques sexuelles se développent. « La nouveauté réside moins dans la promiscuité sexuelle, qui était déjà traditionnelle dans les bains

publics, que dans l'« institutionnalisation » et la « systématisation » moins dans le sexe que dans la création de lieux spécifiques, visibles, commerciaux, « pour baiser », observe l'auteur.

En septembre 1981, *Gai Pied* évoque pour la première fois le « cancer gay ». Une autre histoire va commencer, qui marque « la fin de l'insouciance ». Ce chapitre est, avec l'épilogue, le premier passage du livre qui prête à controverse. Frédéric Martel raconte en effet comment les homosexuels vont nier l'existence de l'épidémie, jusque dans les années 1984-1985. Quelques médecins et chercheurs tentent d'alerter le milieu et se heurtent à un déni systématique. « En dénonçant le « cancer gay », estime l'auteur, les militants sont surtout victimes du piège identitaire contre lequel ils prétendent lutter ».

« LE TEMPS DES CONTRADICTIONS »

Les homosexuels refusent la sélection des dons du sang, les établissements gays rechignent à faire de la prévention. La fondation de Aides par des homosexuels non militants inaugure la prise de conscience. Le mouvement de lutte contre le sida est ainsi créé « par des homosexuels non engagés dans des luttes identitaires ». Dans la foulée, les discours homophobes se renouvellent, qui deviennent « particulièrement perceptible en France à travers les positions de l'extrême droite et

de l'Eglise catholique ». En 1989, débute « le temps des contradictions ». Act-Up naît et « reprend à son compte la posture de la victime emblématique de l'oppression – sinon de la répression –, substituant le triangle rose à l'étoile jaune ». L'association a « l'ambition de défendre ouvertement la naissance d'un modèle communautaire en France ».

Distillant tout au long de son livre la thèse du « droit à l'indifférence », Frédéric Martel évoque pour finir « le repli identitaire », qui s'illustre, selon lui, au moins partiellement, dans le succès de la *Gay Pride* de juin 1995. Son épilogue est volontairement détaché de « la réserve » qu'il s'est imposé au cours de ses descriptions du passé. Frédéric Martel dénonce l'émergence du communautarisme. Il estime que « l'homosexuel doit redevenir un individu sans étiquette » et que « ce qui distingue désormais les homosexuels est plus important que ce qui les réunit ». « Pour retrouver un bonheur moins impossible, conclut-il, il nous appartient de défendre l'idée, au nom de l'autonomie de chacun, que la question homosexuelle n'a plus de sens. » La polémique est lancée.

L. F.

* *Le Rose et le Noir*, de Frédéric Martel, éditions du Seuil (l'Épreuve des faits), 449 pages, 140 F.

Frédéric Martel, sociologue

« Le sida a provoqué un big bang fondateur »

« Quelles sont les premières réactions suscitées par votre ouvrage ? »

— Il y a trois types de contradicteurs à ce livre, et je n'en suis nullement surpris. Il y a d'abord les militants un peu dogmatiques, dont je casse certains mythes : la lutte contre les discriminations du Front homosexuel d'action révolutionnaire, la prise en charge immédiate du sida par les gays, le rapport de François Mitterrand avec les homosexuels. Deuxième type d'adversaires : ceux qui ont, d'une manière ou d'une autre, participé au déni de la maladie au tout début des années 80. Je comprends qu'il soit difficile pour certains de s'entendre aujourd'hui rappeler leurs éditoriaux ou leurs prises de position de l'époque. Je ne me situe pas dans une recherche de culpabilité mais dans une explication du contexte : la maladie n'était pas « audible » au moment où elle est apparue. Troisième type de contradicteurs : les communautaristes, ceux qui le sont vraiment et ceux qui le sont sans le savoir.

— Vous dénoncez la montée du communautarisme homosexuel en France. Certains y voient un « fantasme » et un faux débat. Que leur répondez-vous ?

— Il est très naturel que le débat universalisme contre communautarisme apparaisse chez les homosexuels français. Je constate que les critiques contre ce communautarisme naissant provoquent une évolution des discours à 180 degrés. Tout en conservant les termes *Gay Pride* et une logique identitaire, les militants gays nous parlent désormais République et égalité des droits. Mais leur approche n'est pas d'une très grande clarté. Peut-être ai-je trop agité l'épouvantail. Dans tous les cas, le débat est loin d'être tranché.

Cependant, la conclusion du livre s'intitule « Un communautarisme improbable ». Je crois qu'il est improbable, mais il me semble nécessaire de ne pas en évacuer les dérives. Toute défense catégorielle me paraît irritante. L'appartenance à une minorité, au lieu de supprimer l'exigence d'impartialité, la renforce

au contraire. Je ne pense pas que l'on sera par exemple mieux soigné si l'on est soigné dans un hôpital homo, dans une pharmacie homo ou par un médecin gay. Certaines formes de communautarisme ne sont pas pour autant inefficaces. Tout le génie de Daniel Defert et Frédéric Edelmann, les fondateurs de Aides, a été de rester méfiant vis-à-vis de l'identité homosexuelle en permettant une mobilisation communautaire.

— Le succès de la dernière *Gay Pride* l'inscrit-il à votre avis dans cette tendance ?

— Que vont faire les gens à la *Gay Pride* ? Le discours des organisateurs consiste à dire « Ils viennent affirmer une fierté et une visibilité ». Qu'en savons-nous ? Certains viennent sans doute affirmer leur fierté, mais aussi demander des droits, lutter contre le sida, peut-être même simplement faire la fête. Mais l'élément central, qui explique le succès des dernières *Gay Pride*, me semble cependant être étroitement lié à l'épidémie de sida. Jusqu'en 1989, la *Gay Pride* ne s'est pas

préoccupée du sida. Aujourd'hui, après l'hécatombe, la mobilisation contre la maladie a permis au mouvement de faire nombre. Il n'en reste pas moins que, durant les années 80, les militants gays ont été absents de la lutte contre le sida.

Le communautarisme présuppose par ailleurs que la minorité est forcément bonne, idyllique, et surtout homogène. Cette image est fautive. Les parcours d'entrée et de sortie sont extrêmement variables : les uns passent par la bisexualité, d'autres se marient. Je trouve gênant de réduire un individu à sa sexualité. L'essentiel de la communauté est en outre une communauté commerciale, sexuelle, dont les intérêts ne sont pas obligatoirement la défense des droits individuels.

— L'évolution des mentalités et la lutte contre les discriminations ne passent-elles pas par une phase de radicalisation nécessaire ?

— Le radicalisme des années 70 a été relativement efficace et souvent amusant. En 1996, après quinze ans d'épidémie, est-ce toujours d'actua-

lité ? Cela permet-il encore de lutter contre l'homophobie ? Je ne crois pas à une homophobie éternelle ou rampante. Le sida a provoqué un big bang fondateur. En même temps, l'homosexualité a acquis une certaine gravité. Le jour où la maladie aura disparu, je pense que la tolérance restera.

Les discriminations existent. Mais il ne s'agit pas d'exclusion sociale ou économique, le ressort essentiel est familial. J'observe qu'en France les choses s'améliorent. La seule lutte que l'on puisse mener passe, me semble-t-il, par la revendication pleine et entière des droits, avec notamment le contrat d'union civile ou sociale. Il est absolument prioritaire, dans une logique d'égalité des droits, de ne pas hésiter à corriger la loi partout où elle pose problème. D'un côté, il faut éviter le droit à la différence, et de l'autre, favoriser le droit à l'indifférence, ce qui ne veut pas surtout pas dire le droit à l'inexistence. »

Propos recueillis par Laurence Folléa